

HAMEL, Pierre (dir.) (2008) *Ville et débat public. Agir en démocratie*. Québec, Presses de l'Université Laval, 174 p. (ISBN 978-2-7637-8551-6)

Catherine Trudelle

Géographies de la violence

Volume 53, numéro 150, décembre 2009

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/039194ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/039194ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

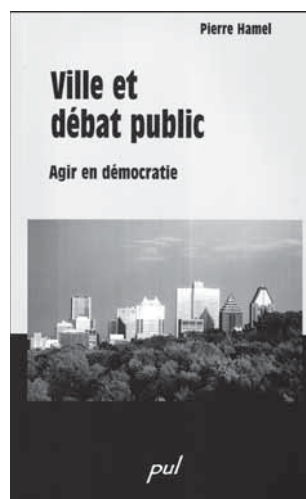
Citer ce compte rendu

Trudelle, C. (2009). Compte rendu de [HAMEL, Pierre (dir.) (2008) *Ville et débat public. Agir en démocratie*. Québec, Presses de l'Université Laval, 174 p. (ISBN 978-2-7637-8551-6)]. *Cahiers de géographie du Québec*, 53 (150), 469–470. <https://doi.org/10.7202/039194ar>

pative en vue d'un développement territorial plus harmonieux, écueil majeur à la fois pour une meilleure gestion des aménagements et pour toute politique de mise en œuvre du paradigme occidental de gestion intégrée des ressources en eau.

Ceci dit, l'ouvrage demeure pertinent en ce qu'il s'efforce de décliner les questions que pourraient se poser les aménageurs, et comment ceux-ci parviennent ou non à s'adapter à cette nouvelle approche dans la conception de barrages plus soucieux d'assurer des retombées justes à plusieurs échelles. Sa lecture est utile pour tous ceux qui s'intéressent aux problématiques des barrages, spécialistes ou non; ces questions ayant un rapport obligé avec les thèmes majeurs et d'actualité du développement durable, des pénuries énergétique et alimentaire. Son caractère souvent passionnant est lié au regard multidisciplinaire et croisé de ces contributions au sein des sciences humaines, les chercheurs n'ignorant pas par ailleurs le poids des facteurs naturels ou techniques, en particulier hydrologiques. Pour certaines des études de cas, les contributeurs ont par ailleurs participé de très près aux débats publics. Pas de parti pris pour autant, beaucoup de prudence aussi. On souscrit ainsi tout à fait à ce qu'écrit Marmorat : « L'environnement est une construction sociale. Celle-ci impose une prudence théorique et méthodologique initiale dans la construction des objets de recherche que sont les controverses liées aux barrages. » Le cas de la Loire, qui est devenue emblématique, incite à l'optimisme du fait de l'adoption de nouveaux principes d'aménagement. Comme l'écrit Bonin, « un collectif d'associations a pu pénétrer dans le cercle des acteurs considérés comme habilités à gérer ce dossier, les (habituels) propriétaires des problèmes publics ». Le temps permet aux représentations de changer...

Frédéric Lasserre  
Université Laval



HAMEL, Pierre (2008) *Ville et débat public. Agir en démocratie*. Québec, Presses de l'Université Laval, 174 p. (ISBN 978-2-7637-8551-6)

Les mouvements sociaux, et particulièrement les mouvements urbains montréalais, sont au cœur de cet ouvrage qui comporte six chapitres relatant une démarche de recherche que l'auteur conduit depuis les années 1990, cependant que la période historique couverte par son analyse remonte aux années 1960. En outre, tous les textes composant les chapitres ont, dans leur première version, donné lieu à des communications ou des publications. Toutefois, l'auteur a revu et actualisé ses recherches de sorte que le lecteur trouve, dans ce livre qui condense presque 20 années de travail de recherche, du matériel original et à jour. L'objectif de l'ouvrage est, souligne l'auteur, de contribuer aux échanges autour du débat public et de la délibération démocratique. Ce but est atteint de belle façon.

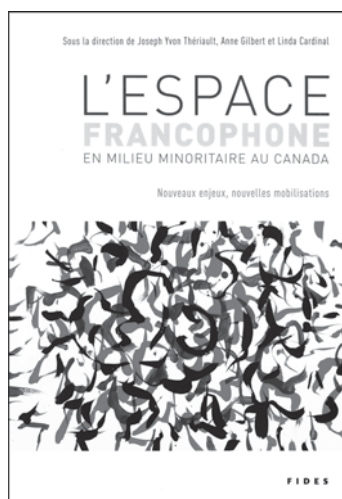
Dans le domaine de la sociologie des mouvements sociaux, les chercheurs se sont moins attardés à l'analyse des mouvements urbains qu'à celle d'autres mouvements sociaux comme le mouvement environnementaliste, par exemple. Ceci peut paraître surprenant puisque les mouvements urbains, tout autant que les autres mouvements sociaux, jouent un rôle très important dans la transformation

des rapports sociaux, entre autres par une remise en question des rapports de pouvoir au sein des sociétés contemporaines. Les mouvements urbains ont « réitéré le principe du “droit à la ville” et contribué à proposer des solutions aux problèmes sociaux reliés à l’aménagement et au développement urbains » (p. 6). Ainsi participent-ils à la gouvernance métropolitaine et aux processus d’humanisation des villes. La place marginale que ces mouvements occupent dans la sociologie des mouvements sociaux est alors d’autant plus surprenante. Elle serait attribuable à plusieurs facteurs dont l’ambiguïté de la notion même d’urbain, riche notion qui couvre des réalités empiriques variées et complexes et qu’il faut prudemment contextualiser. Mais au-delà de ce problème de définition de l’urbain, les mouvements urbains mettent en question la ville, la façon dont elle est gérée, planifiée, ainsi que les référents culturels qui y sont rattachés.

L’analyse des mouvements sociaux est une entreprise délicate, car il s’agit d’entités qui ne sont pas aisément saisissables, aux contours flous et au caractère contextuel, et dont les conséquences ou les effets sont très difficilement mesurables (p. 18). Dans cet ouvrage, l’auteur expose clairement les difficultés liées à l’analyse des mouvements sociaux en général et à celle des mouvements urbains en particulier. Il aborde non seulement ces mouvements, leur composition et leurs transformations, mais aussi le contexte politique montréalais dans lequel ils ont évolué ainsi que la place qu’ils ont occupée et celle qu’ils occupent encore sur les scènes de débat public à Montréal. L’auteur tente de voir quels impacts ont eus les mouvements urbains sur l’aménagement, la planification urbaine et la démocratie locale. Il semble bien que ces mouvements n’aient pas toujours atteint leur cible; ils ont néanmoins participé à la transformation des métropoles contemporaines, entre autres par la démocratisation de la gestion et de la planification urbaines. Enfin, même si les dispositifs délibératifs ne sont pas toujours en faveur des citoyens, mais tendraient plutôt à

favoriser les élites, cela ne veut pas dire que les mouvements sociaux ne sont plus essentiels à la démocratie locale, bien au contraire!

Catherine Trudelle  
Université du Québec à Montréal



THÉRIAULT, Joseph-Yvon, GILBERT, Anne et CARDINAL, Linda (dir.) (2008) *L'espace francophone en milieu minoritaire au Canada. Nouveaux enjeux, nouvelles mobilisations*. Montréal, Fides, 562 p. (ISBN 97-2-7621-2860-4)

Il y a un quart de siècle, en publiant *Du continent perdu à l'archipel retrouvé: le Québec et l'Amérique française*, nous nous sentions bien seuls. Des collègues chercheurs nous mettaient en garde contre les écueils sur lesquels échoueraient nos carrières en battant un cheval mort! «L'Amérique française? C'est fini cette histoire-là», chuchotaient les uns. «Mettez-vous à la fine pointe des recherches en études canadiennes et québécoises», marmonnaient les autres. Pourtant, nous avons persévéré et croyons avoir pavé la voie vers un nouveau champ d'études valable, contribuant à l'émergence d'un réseau de recherche original, celui de la recherche en francophonie canadienne centré partiellement, mais pas exclusivement, sur le Centre interdisciplinaire de